

"Le train européen que nous ne devons pas manquer" dans The Guardian (1er novembre 1993)

Légende: Le 1er novembre 1993, commentant l'entrée en vigueur du traité de Maastricht sur l'Union européenne, le quotidien travailliste The Guardian insiste sur le rôle du Royaume-Uni dans les développements futurs de l'intégration européenne.

Source: The Guardian. 01.11.1993. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "The European train we must not miss", auteur:Hutton, Will , p. 13.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_train_europeen_que_nous_ne_devons_pas_manquer_dans_the_guardian_1er_novembre_1993-fr-438ecc11-ee04-4b4e-8b33-6ee2e4f61861.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Le train européen que nous ne devons pas manquer

Will Hutton

L'Europe se trouve dans une forme bien meilleure qu'elle ne le mériterait – et si la reprise économique se maintient pendant les deux années à venir, nous pourrions voir revenir progressivement la confiance des dirigeants de la CE. Le projet européen est en sommeil, mais il vit encore. L'impression durable laissée par le sommet spécial de vendredi dernier à Bruxelles découle moins des circonstances peu propices dans lesquelles il s'est déroulé que du fait que le projet est sur la bonne voie, quoi qu'on en pense. L'Union est née.

Pour le parti conservateur, déchiré par les questions européennes, les perspectives ne sont guère prometteuses. Un cinquième de la production nationale britannique est exporté vers la CE, et les importations représentent un autre cinquième. Par le biais de l'intégration économique, les milieux britanniques des affaires, que le mouvement conservateur prétend représenter, entrent chaque année un peu plus dans l'économie européenne. Or, au fur et à mesure que le processus s'approfondit et que les institutions politiques se développent en conséquence, le parti britannique des affaires se voit incapable de représenter ce nombre croissant d'électeurs.

Ce qui est plus inquiétant encore du point de vue des intérêts nationaux britanniques, c'est qu'il existe un risque croissant de voir ses divisions internes forcer le gouvernement à s'engager dans des politiques qui sont activement contre-productives. De même que les Unionistes de l'Ulster ne peuvent même pas parler de paix avec les Catholiques de peur que l'on n'y voie une reconnaissance tacite des revendications constitutionnelles de la République, les Conservateurs ne peuvent parler d'aucune initiative européenne, quelque raisonnable ou idéologiquement appréciable qu'elle soit, de peur de donner du crédit à l'idée européenne.

Ainsi, lorsque des aspects moins contestés mais néanmoins «européens» du traité de Maastricht deviendront importants après la ratification, le gouvernement sera confronté à un dilemme. Quelle sera, par exemple, sa position sur la construction, prévue par le traité, de «réseaux trans-européens» en matière d'énergie, de transport et de communication? Il s'agit là de contrats juteux, et la Grande-Bretagne ne pourrait pas, par exemple, rester à l'écart de la construction d'un réseau européen de fibres optiques. Ou bien le pourrait-elle?

En ce qui concerne le siège des institutions européennes, la perte de l'Institut monétaire européen, précurseur de la Banque centrale européenne, en faveur de Francfort, est un coup porté à Londres. Peut-être était-ce inévitable; il s'agit maintenant d'éviter que les intérêts britanniques en matière de défense ne connaissent le même sort. Les opérations de défense européennes pourraient avoir leur quartier général en Grande-Bretagne – mais pas si la Grande-Bretagne commet, en matière de la coordination de la défense, les mêmes erreurs que pour la coordination monétaire. Les milieux militaires britanniques pourraient se tourner en vain vers le gouvernement pour qu'il anticipe le danger et participe à un stade précoce à la construction des structures européennes de défense annoncées par Maastricht. Vingt eurosceptiques, le *Telegraph* et le *Times* barrent la route, misant sur la quasi-xénophobie qu'ils ont créée.

Tout cela suppose évidemment que le projet européen soit plus dynamique que ne le croient la classe politique britannique et le parti conservateur en particulier. Mais deux choses sont toujours allées de pair en Europe. D'abord, l'Europe «pratique», au sein de laquelle Bruxelles ne joue guère plus que le rôle d'un forum permanent pour l'arbitrage et la réglementation en ce qui concerne les intérêts parfois communs, parfois conflictuels d'États dont les économies s'interpénètrent de plus en plus. Il s'agit par exemple du désir de contrôler les subventions industrielles, de conserver les réserves de poissons de la mer du Nord, ou d'élaborer des normes communes de sécurité pour les transports routiers de longue distance. Ce sont là des questions courantes, mais néanmoins vitales – et qui n'ont jamais été sérieusement mises en cause.

Mais à mesure que croît cette Europe «pratique», l'autre, l'Europe «visionnaire», cherche à démocratiser le système, à améliorer son fonctionnement souvent indéfendable et à construire certaines règles de jeu communes et durables avec des institutions réellement européennes. Maastricht, le mécanisme des taux de

change (MTC) et le traité sur l'Union monétaire se sont inscrits dans cette tradition. La conception du régime monétaire, avec ses règles de convergence dangereusement restrictives et la grille étroite du MTC pour les mouvements des monnaies, était profondément défavorable à la croissance, compte tenu, surtout, des circonstances de la réunification allemande. Elle a abouti à un résultat anti-européen pervers, mais les fautes commises dans la mise en place du régime ne signifient pas que son objectif final ait été forcément mauvais, ni que l'ardeur visionnaire soit définitivement éteinte par suite d'une seule faute.

* * *

Paradoxalement, les événements de l'été dernier, qui ont détruit l'ancien MTC, ont sauvé l'Europe du plus préjudiciable de ses plans «visionnaires». Auparavant, le seul espoir était que l'Union monétaire soit renégociée, que le MTC soit reconstitué et que l'accent soit mis davantage sur des efforts dont l'opinion publique européenne pourrait réellement ressentir les bienfaits. En vertu du traité de Maastricht, cela ne pouvait se faire que de façon limitée en termes constitutionnels, en avançant la Conférence intergouvernementale pour 1994 – et en plaçant la réforme du MTC en tête de liste des priorités. Mais avec tant de capital politique investi, il s'agissait toujours d'un espoir perdu.

Or, maintenant, le MTC a été réformé de force. Sa formule plus souple est beaucoup plus efficace et plus favorable à la croissance que n'importe quelle formule qui aurait pu être négociée. L'improvisation lors de ce premier week-end décisif du mois d'août a préservé une part suffisante du mécanisme pour sauver la face et prévu suffisamment de marge de manœuvre pour relancer la croissance économique l'année prochaine.

En Grande-Bretagne, la France a été condamnée presque à l'unanimité pour sa réticence à user de sa nouvelle liberté et à se rallier à la Grande-Bretagne en abaissant résolument les taux d'intérêt à court terme, et pour sa façon de se comporter comme si l'ancien MTC existait toujours. Mais les Français ont su mieux que les Britanniques interpréter la volonté des Allemands – et en particulier de la Bundesbank, d'abaisser les taux d'intérêt à court terme, qui ne dépassent maintenant que très légèrement ceux de la Grande-Bretagne et qui devraient descendre beaucoup plus bas encore au cours des six mois à venir.

De plus, les Allemands ont fait savoir qu'ils étaient nettement opposés à toute dévaluation du franc, et donc à toute réévaluation du mark. L'économie allemande est déjà suffisamment embourbée pour ne pas souhaiter une nouvelle pression à la baisse sur les exportations à cause d'un mark plus fort et d'un franc plus faible. Les Français s'étaient vu promettre une réduction rapide des taux d'intérêt allemands s'ils jouaient le jeu; ils viennent d'être largement récompensés.

Maintenant que le FMI se trouve à Francfort et qu'il a pour mission d'augmenter la coordination monétaire, il s'agira de procéder à une réduction coordonnée des taux d'intérêts européens, les mouvements des taux de change pouvant temporairement subir une pression si nécessaire. Les dirigeants européens veulent la croissance et ils ont l'intention de l'obtenir – tout en préservant le projet monétaire.

Jacques Delors, qui travaille sur son Livre blanc sur l'emploi et la compétitivité, considère les deux années à venir comme une période «transitoire», un délai devant permettre d'établir le taux de croissance qui permettra à la plateforme politique d'aboutir plus tard à une plus forte intégration.

* * *

Il n'y aura pas de relance du MTC en tant que système plus fixe des taux de change avant la fin de 1994 au plus tôt; mais les projets pour y parvenir sont déjà en cours. Demain, les gouvernements français et allemand doivent déposer un document commun sur la façon de réaliser la convergence économique nécessaire pour assurer le fonctionnement d'un nouveau MTC et à terme, d'une monnaie unique. Il renferme en outre des propositions visant à taxer les spéculations des monnaies étrangères, de nouvelles idées sur l'organisation de l'intervention de la Banque centrale et une volonté croissante de créer un «noyau dur» comprenant le franc, le florin et le mark, autour duquel viendrait se greffer le nouveau système. Le MTC sera de retour, et il aura

de bien meilleures chances de succès.

On ne permettra pas non plus au GATT d'enrayer ce processus. De hauts représentants du département d'État américain ont évoqué avec le Premier ministre français, Édouard Balladur, les possibilités d'élaborer un accord commercial qu'ils pourraient faire accepter par leurs électeurs respectifs. Les Français n'ont pas l'intention de se laisser marginaliser à propos du GATT.

Naturellement, M. Delors aimerait faire passer le taux d'investissement européen de 19 à 24 % du produit de la CE, en engageant le processus avec des investissements publics dans toute la CE – et en réalisant une croissance suffisante pour réduire de près de la moitié le chômage en Europe. Pour l'instant, les ministres des Finances de la CE, avec le chancelier Kenneth Clarke en tête, ont fait peu de cas de cette idée – mais à mesure que l'inquiétude industrielle et sociale monte et que les élections approchent en France et en Allemagne, M. Delors espère qu'on accordera une plus grande attention à ses conceptions. Il sait bien qu'une certaine croissance et un accord commercial international transformeraient les chances de l'Europe.

Évidemment, il se peut que rien de tout cela ne se réalise, pour des raisons bien connues – et, dans ce cas, l'Europe continuera à s'enfoncer. Mais même alors elle ne se brisera pas, comme ses critiques britanniques semblent l'espérer; il y a trop de raisons pratiques qui plaident en faveur de la cohésion.

La CE veut reconquérir le terrain qu'elle a perdu, et Maastricht en offre la plateforme. Si la croissance reprend l'année prochaine, on peut s'attendre à de nouvelles initiatives européennes – et à un feu d'artifice politique au sein du parti conservateur.